

---

## RÉFLEXIONS SUR LA DISSIDENCE CUBAINE

---

*Vincent BLOCH\**

Entre le 18 et le 22 mars 2003, 27 journalistes indépendants et 51 militants des droits de l'homme, opposants pacifiques au régime castriste et promoteurs d'un projet de « transition démocratique », ont été arrêtés à La Havane et dans les autres provinces de l'île de Cuba.

La « répression du printemps de Cuba » a ému le monde entier et de multiples condamnations ont été émises de la part du Vatican, de l'Union Européenne, des États-Unis, de partis de tous bords, de députés, d'organisations (Amnesty International), de personnalités et d'intellectuels, alors que des manifestations sont régulièrement organisées face aux ambassades cubaines, notamment à Madrid et à Paris. Non seulement le tollé international n'a jamais atteint une telle ampleur, mais les dissidents restés libres interprètent la vague répressive comme le soubresaut d'un régime moribond. Comment s'empêcher pourtant de se demander si ces mêmes événements ont été vécus dans les mêmes temporalités et interprétés par la population dans la même dimension symbolique et à travers le même imaginaire politique et social ?

Le généreux libéralisme qui inspire le bon sens fait de la démocratie et de ses valeurs les références évidentes de tout citoyen vivant sous l'oppression d'un régime totalitaire ou autoritaire. Dans cette vision, la reconnaissance et l'acceptation du social comme lieu de

---

\* Vincent Bloch est doctorant en sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

l'hétérogénéité, l'ancrage démocratique de tout opposant à un tyran, dès lors qu'il parle le langage des Droits de l'homme et de la liberté, et par conséquent le soutien et l'admiration, même silencieux, que ses concitoyens opprimés nourrissent à son égard, relèvent du « taken for granted »<sup>1</sup>. C'est d'ailleurs ce que suggère la formule « printemps de Cuba », élaborée dans les rédactions des grands journaux du « monde libre » : les dissidents incarnent la démocratie à Cuba, et ils sont adulés par la population, qui a vécu leur arrestation comme le grand événement du moment. Or, cette analyse néglige tout simplement ce qui est à la fois le principe constitutif et l'aboutissement de l'expérience totalitaire, c'est-à-dire la manière dont le sens de la réalité, la perception de la réalité et tout ce qui relève du « taken for granted », se sont ré-élaborés au cours des 45 dernières années. L'expérience sociale, sous la révolution cubaine, est attachée au fait de vivre dans un pays coupé de tout contact direct avec le monde extérieur, où l'élite révolutionnaire dispose du monopole de la presse et du récit historique national, élabore sa politique dans le secret, tait ou déforme ce qui se passe dans l'île, et où les aléas de la légalité socialiste et les pratiques permettant de la violer ont créé des normes de comportement complexes et ambiguës... Depuis 1959, toute la puissance d'endoctrinement du régime castriste a été déployée de manière à enraciner une réinvention de l'histoire, dont les enjeux reformulés ont ramené toute chose à un peuple en lutte, victime des puissants, au cœur d'un monde où dominent l'intrigue et le mystère. Tandis que l'isolement de l'univers révolutionnaire n'a rendu que plus propice le glissement de la réalité vers cette fiction, l'analyse de sens commun et les espaces nécessaires à son élaboration ont été noyés dans l'opacité et balayés par l'idéologie castriste, un système absolu de lois objectives, parvenu insidieusement à s'imposer comme unique référent et alternative au caractère incohérent et chaotique de la réalité. Hannah Arendt, évoquant la force d'attraction de la propagande mise en œuvre par les mouvements totalitaires à la conquête du pouvoir, insistait sur le fait que « les masses refusent de reconnaître (..) le caractère fortuit dans lequel baigne la réalité (..) et sont prédisposées à toutes les idéologies parce que celles-ci expliquent les faits comme étant de simples exemples de lois et éliminent les coïncidences en inventant un pouvoir suprême et universel qui est censé être à l'origine de tous les accidents. »<sup>2</sup> Au-delà de la réalité représentative du régime, dont la population est plus au fait que quiconque, il faut donc restituer le jeu subtil de la propagande castriste, tel qu'il se greffe sur le sens de la réalité, forgé par le contenu de la vie quotidienne.

1. Alfred Schutz définissait comme « taken for granted » tout ce dont nous faisons l'expérience et qui nous paraît comme « allant de soi », le monde de la vie de tous les jours étant la partie de la réalité « taken for granted ». (Alfred Schutz, *The Structures of the Life-World*, Heinemann, London, 1974, pp. 3-4).

2. Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme*, chapitre XI, « Le mouvement totalitaire », Quarto Gallimard, 2002, p.671.

En outre « l'analyse journalistique de la répression du printemps de Cuba » ignore totalement le poids de l'imaginaire politique et de la culture politique, tels qu'ils se signalent dans les temps longs de l'histoire cubaine, et se reformulent dans la période actuelle. Dans son ouvrage *Isla sin fin*, l'historien cubain Rafael Rojas<sup>3</sup> analyse la formation d'un discours messianique élaboré par les intellectuels de la période républicaine (1902-1959). Ceux-ci (de Cristóbal de la Guardia à José Lezama Lima et Cintio Vitier en passant par Jorge Mañach) ont créé le mythe d'une Nation forgée par les grands penseurs cubains de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle (Varela, Arango y Parreño, Luz y Caballero, Saco...), modelée dans un projet politique par José Martí et l'idéal indépendantiste des mambis (les membres de l'Armée de Libération lors des deux guerres d'indépendance), frustrée par la République, et en attente de l'accomplissement de son destin. Cette « téléologie » nationale a été récupérée par Fidel Castro, qui, s'en faisant l'incarnation, y a ajouté le slogan *Patria o Muerte* (« La Patrie ou la Mort »). Rojas met également en lumière, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'opposition entre une « rationalité instrumentale » incarnée dans le libéralisme de Francisco de Arango y Parreño, et une « rationalité émancipatrice » incarnée dans une tradition morale cubaine, anti-moderne et antilibérale, soucieuse de préserver Cuba des influences du monde extérieur, et dont les premiers représentants furent José Agustín Caballero et Félix Varela. Rojas démontre non seulement comment cette seconde rationalité a pris le dessus historiquement, mais aussi comme la vision, partagée par tous les intellectuels, d'une nation faiblement unifiée, a fait de l'unanimité et de l'homogénéité les valeurs centrales de la culture politique. Aussi, la question est de savoir dans quelle mesure les « dissidents » partagent le même imaginaire et la même culture politique que l'élite castriste, et comment cet imaginaire et cette culture influencent eux-mêmes la société cubaine, dans sa perception de toute alternative au régime de Fidel Castro.

#### LES TEMPORALITÉS DE L'EXPÉRIENCE SOUS LA RÉVOLUTION CUBAINE

La clarté chronologique avec laquelle ont pu être appréhendés de l'extérieur les derniers événements qui se sont déroulés à Cuba, n'a rien à voir avec les repères temporels qui de l'intérieur pourraient éclairer leur sens.

#### ***Les temps courts : guerre à la drogue et apretazón***

Au moment où ont lieu les arrestations dans toute l'île et plus particulièrement à La Havane, l'Histoire à court terme est marquée par une campagne de répression qui a commencé au début de l'année

3. Rafael Rojas, *Isla sin fin, Contribución a la crítica del nacionalismo cubano*, Ediciones Universal, Miami, Florida, 1998.

2003. Le 10 janvier, une note officielle parue dans *Granma* et *Juventud Rebelde* révèle « l'existence d'un début de marché des stupéfiants qu'il faut combattre par tous les moyens ». Pour la première fois, le gouvernement reconnaît la simple existence de drogues à Cuba, et promulgue la loi 232 qui prévoit l'incarcération des individus en possession de produits illicites et la confiscation de leurs biens. La « guerre à la drogue » est déclarée et l'opération *Coraza* est confiée à la *Direction Nationale Antidroques* qui multiplie les opérations spectaculaires, réalisées avec d'importants effectifs et dont on informe la population à travers les médias. Si certains *jibaros* – dealers – notoirement connus dans leurs quartiers sont arrêtés, de lourdes peines sont prononcées contre des individus trouvés en possession d'une quantité infime de marijuana, ou déclarés coupables à partir de « conviction morale ». Rapidement, la satisfaction s'estompe et l'opération apparaît aux yeux d'une grande partie de la population comme un prétexte pour traquer l'économie illégale et « l'enrichissement illicite ». Dès la fin du mois de janvier, la police harcèle sans relâche les petits vendeurs de rue (meringues, croquettes, sandwichs...), les ambulants qui passent de maison en maison et d'immeuble en immeuble en proposant leurs marchandises (œufs, café, jambon, poisson, habits, outils...), les revendeurs qui opèrent à partir de leur domicile, les artisans qui ne possèdent pas de licence (barbiers, masseurs...), les taxis clandestins et maisons d'hôtes illégales... Invariablement, les marchandises sont confisquées, des amendes très élevées sont distribuées sans modération et certains biens d'équipement (téléviseur, magnétoscope, ordinateur, lavabos, habits, vaisselle...) sont retirés à leurs propriétaires. Soit ceux-ci ne peuvent justifier leur provenance (achat au marché noir), soit ils ne disposent pas officiellement des revenus suffisants pour se permettre de tels achats dans les *tiendas de recaudación de divisas* (« boutiques de récupération des devises »), et ce sont donc des activités économiques illicites qui en sont à l'origine. De la même manière, les inspecteurs de l'ONAT (*Oficina Nacional de Administración Tributaria*) multiplient les contrôles et s'attaquent aux agents de l'économie privée disposant de licences. Le non-respect des normes d'hygiène (gants, pinces en métal pour les petites *cafeterías*...), l'origine frauduleuse de certains produits (le fromage ou le jambon des pizzas, l'essence des taxis...), la non fiscalisation de certains services (maison qui sert d'entrepôt pour la marchandise d'un artisan, voisin de la famille qui sert le petit déjeuner aux touristes dans une maison d'hôtes...) entraînent la même cohorte de sanctions et même le retrait de la licence selon les cas.

*Estan apretando la jugada*<sup>4</sup> le commentaire se glisse dans toutes les conversations, anecdotes à l'appui en provenance des derniers *chismes* dont tout le monde parle ou de la dernière *bola*<sup>5</sup> « de source

4. « Ils resserrent le jeu ».

5 « bola » ou « chisme » : ragot, rumeur.

sûre ». Toutes les activités économiques illégales quelles que soient leur nature sont sanctionnées, et si les peines de prison prennent la forme d'un avertissement clair à la population, c'est pour cette dernière « l'enrichissement illicite » qui est la cible de la vague de répression.

### ***Depuis l'instauration de la période spéciale : le temps de l'invento***

À moyen terme, l'Histoire de Cuba est liée à l'instauration de la *période spéciale en temps de paix*, décrétée par Fidel Castro en 1990 par analogie avec une situation de guerre et de blocus total des États-Unis. Les pénuries installent la société dans une paupérisation généralisée, alors que la ré-autorisation partielle d'activités économiques privées, la dépénalisation de la possession de dollars et l'explosion du tourisme redéfinissent paradoxalement la période spéciale comme espace de ressources. Dès lors, la débrouille – *la lutte* – devient la dimension centrale de l'expérience sociale. On *résout* (« resolver »), on *s'en sort* (« desenvolverse »), on *s'arrange* (« cuadrar »), on *y arrive* (« alcanzar(se) »). À travers le vol et le détournement de biens appartenant à l'État, les divers trafics et le marché noir, l'activité privée avec ou sans licence, l'exploitation de ressources accumulées par le passé (logement ou voiture à louer), la satisfaction des besoins des touristes, la prostitution ou encore les braquages, chacun *invente* le moyen de capter des ressources. La réorientation des comportements économiques, inscrite dans la marginalité, en est venue à constituer la norme. Non seulement tous les Cubains entrent selon l'étiquetage pratiqué par le régime dans la catégorie des *délinquants*, mais les différences entre les transgressions des uns et des autres s'estompent. La porosité des frontières entre les espaces de ressources engage les acteurs dans une chaîne d'intermédiation où les stigmates se nivellent, tout en franchissant continuellement des limites morales qui auparavant permettaient de se démarquer du *bajo ambiente*. La contrainte matérielle inscrit les activités de débrouille dans une *lutte pour les siens* et détermine une prééminence de la logique stratégique. Aussi les Cubains se sont-ils habitués au cours des 15 dernières années à recourir aux activités économiques les plus diverses et les plus éloignées de leur occupation professionnelle officielle ou de leur identité sociale virtuelle, manipulant à divers niveaux de l'espace social, à toutes fins utiles et sous la contrainte, doubles registres, dissimulations et faux semblants. L'accord dans le langage – *on lutte* – n'implique pas la définition de critères de justice, dont la construction est soumise à une contrainte d'incohérence, et dont la validité est tout au plus casuistique.

L'extrême confusion qui en résulte porte non seulement sur l'identité sociale réelle des individus et la nature des activités qu'ils mènent, mais aussi sur le fait que les « délits » une fois découverts sont davantage évalués en référence à leur auteur qu'en référence à

leur nature. Car cette dernière est vite entendue, et même « taken for granted » : tout le monde *se cherche un negocio* (« business ») ou *résout quelque chose* dès que l'occasion se présente. L'*invento* (« invention ») est dans la société de la période spéciale – à laquelle il est fait référence au passé dans les discours officiels – une activité générique qui n'a à ce point rien de superflu que pratiquement tous les écarts légaux sont interprétés comme une *lutte* pour continuer de *l'avant*. D'où la facilité avec laquelle la propagande castriste parvient à présenter un acte d'opposition politique comme un vulgaire *invento*, ou la contre-révolution comme un simple *negocio*. À cet effet, il était aisé d'insister sur le fait que les journalistes indépendants percevaient 100 USD par mois et recevaient parfois de l'étranger des sommes de plusieurs centaines de dollars, quand le salaire moyen équivalait à peine à 7 USD par mois. De plus, dans un pays où la sortie du territoire est le désir de l'écrasante majorité de la population, le but attribué aux dissidents d'acquiescer un visa pour les USA leur ôtait toute singularité. En Précisant que seuls 4 individus avaient reçu une formation en journalisme, Felipe Pérez Roque savait aussi qu'il gommerait les spécificités des condamnés. En outre, l'imaginaire social de la période spéciale fait souvent de l'étranger le « pigeon » (*gil*, *mareado* ou *bobo*) toujours prêt à « tomber dans le piège » (*caer en la trampa*) ou « se laisser tromper » par « la tchatche » (*la muela* ou *el cuento*) ingénieuse du cubain *pícaro* ou *jinetero*. Aussi était-il ingénieux pour évoquer cette image dans l'esprit du « cubain moyen » de présenter les dissidents comme d'apprentis journalistes décrivant à des étrangers la déliquescence des droits sociaux, les pénuries, la difficulté à se nourrir ou la cherté de la vie et recevant de leur part une poignée de dollars. Enfin de compte, la grande entreprise de confusion opérée par la propagande du régime a réussi, grâce à l'expérience sociale de la période spéciale, à faire des opposants politiques de simples *negociantes* ou *inventores* dans la tourmente de la *apretazón* (« le resserrement ») qui frappe le monde de la drogue et les agents de l'économie illégale. Or là aussi, l'Histoire à moyen terme a appris à la population que la lutte tolérée de fait depuis l'instauration de la période spéciale est périodiquement sujette à des vagues répressives. La remise en cause brutale du laisser-faire vient rappeler aux *lutteurs*, *inventeurs*, *merolicos* (« trafiquants ») et *macetas* (« riches ») que l'assurance est un sentiment qui leur est interdit, le pouvoir maîtrisant les règles du jeu et pouvant d'un coup déposséder des groupes entiers de leur capacité stratégique. Mais les précédentes vagues répressives (janvier 1996, janvier 1999, juillet 2001..) sont retombées comme celle-ci retombera, et chacun attend que *la chose se calme* pour « retrouver une activité normale ». Le marché noir, les trafics et l'économie illégale existent d'ailleurs de façon significative depuis l'apparition des pénuries et du rationnement, dès le début des années 60, et les soudaines « battues » font partie des habitudes. Comme de coutume, ces campagnes de répression sont toujours l'occasion de réaffirmer l'engagement dans la Révolution et

la confiance dans ses institutions. Cette fois, la *vigilance* « dormante » des CDR<sup>6</sup> a été réactivée lors de la « seconde phase » de l'opération Coraza et a permis aux opérations policières de se diriger vers les personnes qui se sont signalées par la hausse apparente de leur niveau de vie, comme à l'époque du *Plan Maceta*<sup>7</sup>. Dans cette perspective, l'arrestation des dissidents est venue « compléter » les caractéristiques d'une « vague répressive », bien connues des Cubains, et n'est pas apparue avec la même brutalité qu'à l'étranger.

### ***Les temps longs de l'expérience révolutionnaire : la Patrie en lutte***

Enfin, la thématique du « complot » et de la « trahison à la patrie » a beau avoir des accents surréalistes pour les citoyens des pays démocratiques, il n'en demeure pas moins que sa pertinence politique, ancrée dans les temps longs de la Révolution Cubaine, est nettement plus ambiguë qu'il n'y paraît.

### ***la Révolution, incarnation historique d'un peuple en lutte***

Comme l'écrit Rafael Rojas, « le nationalisme révolutionnaire, mélange effectif de mythes (la « révolution inachevée »), de schémas idéologiques (la « justice sociale »), de symboles (Martí, Fidel), n'est pas une invention du castrisme, mais bien l'inverse : c'est un imaginaire politique, fortement enraciné dans la culture coloniale et républicaine, qui facilite l'engrenage de la Révolution en 1959 et l'établissement du régime communiste en 1961 »<sup>8</sup>. La « première République », dont l'esprit démocratique et libéral s'est rapidement effacé derrière la résurgence des oligarchies coloniales et les pratiques « caudillesques » héritées des guerres d'indépendance, a nourri chez de nombreux intellectuels de l'époque le discours de la « frustration républicaine ». Décrivant amèrement, à l'image d'un Jorge Mañach, « les déficiences de l'effort, de l'organisation et de l'environnement », responsables de « l'indifférence aux idéaux »<sup>9</sup>, ils ont dans le même mouvement énoncé le mythe des érudits de l'époque coloniale, tout entiers absorbés par la quête du destin national. Entre 1930 et 1950, ces intellectuels ont forgé le panthéon national, érigé la figure de José

6. À l'échelle du pâté de maison – *cuadra* – le Comité de défense de la Révolution, qui regroupe tous les résidents âgés de plus de 14 ans, est chargé de veiller collectivement au respect des lois. Ce rôle échoit plus particulièrement au président, au vice-président et au « chargé de vigilance ». Créés en 1960 pour endiguer les « contre-révolutionnaires », 100 000 CDR quadrillent la société, incarnent la courroie de transmission des directives révolutionnaires et accumulent tous les renseignements concernant les individus.

7. Au début de la période spéciale, le plan maceta avait été mis en œuvre dans le but de « démasquer » les « trafiquants » et autres « fraudeurs » qui s'étaient enrichis « au détriment » de la société et de ses principes égalitaires. Au moyen de vastes déploiements policiers, les macetas étaient arrêtés, parfois condamnés à des peines de prison et leurs biens étaient confisqués.

8. Rafael Rojas, *Isla sin fin*, op cit, p. 10.

Martí en symbole national, lancé le culte rendu aux *mambis*, et écrit l'épopée des guerres d'indépendances<sup>10</sup>. Ils ont aussi exhumé les théories de José Martí sur la révolution, laquelle ne devait pas nécessairement s'accomplir à travers l'indépendance, mais plutôt résulter d'un processus long, alimenté par la frustration des idéaux nationaux. Or ce messianisme révolutionnaire de Martí, à partir des années 20, est relu à la lumière des théories marxistes-léninistes, notamment par Juan Antonio Mella, appelant à une poursuite de la « Revolución martiana<sup>11</sup> ». José Lezama Lima et Cintio Vitier, dans les années 40 et 50, complètent cette écriture de l'Histoire de la Nation cubaine et de sa conscience d'elle-même en parlant d'une « téléologie insulaire »<sup>12</sup>. Aussi, lorsque triomphe le 1<sup>er</sup> janvier 1959 la Révolution démocratique, dont les diverses composantes sont à la fois animées par le nationalisme et le libéralisme économique, et soucieuses d'établir la justice sociale, le civisme et la probité morale et administrative comme normes du nouveau régime, l'imaginaire collectif voit la téléologie s'accomplir et la quête du destin se mettre en marche. Or en à peine deux ans, entre 1959 et 1961, Fidel Castro élimine les composantes démocratiques et libérales de la coalition révolutionnaire, impose un virage communiste et totalitaire, et peut réinventer et sélectionner les événements du passé, à commencer par la lutte contre Batista entre 1952 et 1958. L'écrasement de la brigade 2506, débarquée à Playa Girón en avril 1961, est l'occasion pour Fidel Castro de déclarer que les principaux dirigeants du Mouvement 26 Juillet avaient toujours été marxistes-léninistes, mais que de le dévoiler, la Révolution n'aurait jamais triomphé. De cette manière, non seulement la parenté entre la révolution de 1959 et le vieux Parti socialiste populaire – l'ancien parti communiste, qui n'a pas pris part à la lutte contre Batista – pouvait être établie, mais les historiens du régime peuvent aussi réécrire le cheminement du nationalisme-marxiste-léniniste dans l'histoire de Cuba. Dès lors, les manuels scolaires, la presse du régime, les discours de Fidel Castro et des principaux dirigeants, le travail de sappe de la langue de bois, se logent aux interstices des discours, encadrent l'imaginaire collectif, et diffusent uniformément les images de l'histoire et de la Nation.

Tirant donc à son avantage la tradition historiographique nationale d'avant 1959, présentant de manière rétrospective tous les troubles politiques et mouvements sociaux du pays comme axés d'une part vers le nationalisme et l'indépendance et d'autre part vers l'égalité et la justice sociale, Fidel Castro a porté la Révolution au rang d'héritière de ces combats et forgé l'histoire de Cuba à l'image d'un peuple en *lutte*. À l'image du premier *rebelle* cubain, le cacique indien

9. Jorge Mañach, *La crisis de la alta cultura en Cuba*, Ediciones Universales, Miami, Florida, 1991, p. 38 et p. 19.

10. Rafael Rojas, *op cit*, pp. 74-77.

11. *Ibid*, pp. 80-82.

12. *Ibid*, pp. 30-34.

Hatuey brûlé par l'Inquisition en 1512, la *patrie* et son sentiment adjacent se seraient construits dans l'aspiration à la liberté face au joug espagnol, au prix d'une *lutte* dont l'enjeu ne supporte d'autre issue que la victoire ou la mort. Aussi la Révolution aurait-elle commencé en 1868<sup>13</sup> lorsque « le père de la Patrie » Carlos Manuel de Cespedes a libéré ses esclaves et déclenché la première guerre d'indépendance, dite « de dix ans ». Le véritable étalon de la Révolution serait l'instigateur de la seconde Guerre d'Indépendance (1895-1898), José Martí, mort au combat dès 1895. La mythologie révolutionnaire insiste toujours sur ses multiples talents de poète, journaliste et avocat, et en fait l'origine d'un « socialisme humaniste » basé sur l'éducation des citoyens et l'équité comme critère de justice. En outre, son sens politique serait la matrice du gouvernement de Fidel Castro. Indépendantiste, latino-américaniste et anti-impérialiste, « l'icône » de la Révolution met le continent en garde contre l'appétit du *monstre*. Tous les écoliers apprennent que le premier territoire des Amériques découvert par Christophe Colomb est aussi le dernier à avoir acquis une indépendance qui lui a finalement été « arrachée » par les États-Unis. L'explosion du navire américain *Maine* le 15 février 1898 dans la baie de La Havane sert de prétexte à une intervention de l'armée américaine. La flotte espagnole coulée, la guerre s'achève le 10 décembre par la signature du Traité de Paris en l'absence de tout délégué cubain. La république proclamée en 1902 est assortie de l'*amendement Platt*, autorisant l'intervention des Américains en cas de troubles politiques ou de menace de leurs intérêts.

La puissance, l'omniprésence et le monopole de cette vision de l'Histoire laissent peu de place au soupçon et aux questions. L'Histoire aurait montré combien l'indépendance nationale et la « conquête » des droits sociaux ont été chèrement acquises, tout autant qu'elles restent menacées et sont susceptibles de disparaître par le truchement d'une manigance des puissants, dont on aurait négligé la gravité. « Les mercenaires au service de l'empire » se retrouvent à cet égard phagocytés tout à la fois par la genèse de la *patrie*, l'histoire d'un peuple en *lutte* et le sentiment de vivre dans un édifice en péril, bien au-delà de ce qu'ils ont pu faire ou ne pas faire.

### ***La convoitise historique des États-Unis***

Plus encore, la volonté prêtée aux Américains de s'approprier Cuba sous une forme ou une autre est là aussi confirmée par une Histoire ressassée à satiété. Après « l'indépendance arrachée », « la République sous tutelle » (1902-1958) a été selon la vision communément admise le théâtre de l'exploitation économique (commerciale, agricole, minière), sociale (prostitution) et mafieuse (jeu, vio-

13. En 1968 est apparu le slogan « 100 ans de lutte » (« cien años de lucha ») sur les panneaux réservés à la propagande, sur les murs, dans les rues, dans les journaux...

lence) de l'île par l'impérialisme américain auquel avaient fait allégeance des pantins corrompus et sans scrupules, dirigeant le pays au mépris du peuple. En outre, la propagande révolutionnaire rappelle à tout instant les tentatives de renversement, de terrorisme et de déstabilisation dont le régime a été victime depuis sa mise en place en 1959. Fidel Castro aurait fait l'objet de plus de 600 tentatives d'assassinat de la part de la CIA et les « mercenaires » cubains qui avaient tenté en avril 1961 de « mettre à bas la Révolution » à partir d'un débarquement dans la Baie des Cochons étaient entraînés et financés par l'agence de renseignements américaine. *Le jour de Girón, l'esprit de Girón*, ou encore les *nouveaux Girón* viennent d'ailleurs constamment évoquer l'hostilité des États-Unis face à laquelle il faut veiller à se défendre. Car leurs visées annexionnistes disposeraient de relais et de prolongements au sein de secteurs cubains anti-populaires et réactionnaires. Dans cette optique, la mythologie révolutionnaire remonte encore une fois à la genèse de la *patrie* et au XIX<sup>e</sup> siècle au cours duquel s'affrontaient les séparatistes ou indépendantistes, les autonomistes et les annexionnistes. Dans cette version manichéenne de l'histoire nationale, les premiers incarnaient le peuple et sont les ancêtres des révolutionnaires de 1959, et les autonomistes et annexionnistes étaient les possédants esclavagistes et indifférents à la *Patrie*, pères spirituels des oligarchies républicaines et de la *mafia terroriste de Miami*.

Non seulement l'appétit des Américains pour l'île est-il perçu comme une menace réelle, mais la collaboration de Cubains dans cette entreprise est-elle considérée comme une tendance historique, renforcée par le privilège des vainqueurs, celui de pouvoir ré-écrire l'Histoire à leur convenance. Entre 1959 et 1961, Fidel Castro a habilement rejeté toute critique du côté des forces ou de l'ordre du passé, déterminant le camp des « révolutionnaires » et celui des « contre-révolutionnaires ». Aussi, et bien que composée pour l'essentiel d'individus et d'organisations ayant combattu Batista, souvent au sein même du *Mouvement 26 Juillet*, l'opposition au virage totalitaire et communiste impulsé par Castro au cours des toutes premières années de la Révolution, a été associée aux *batistianos*, « contre-révolutionnaires » et hommes de paille des américains. Les contacts étroits qu'entretenaient les dissidents et les fonctionnaires américains, l'entrée libre dont ils jouissaient à la SINA<sup>14</sup> ou leur financement avéré par « le gouvernement américain » renvoient à l'impérialisme américain, à son pouvoir de nuisance et aussi à un affrontement entre Cubains. C'est en ce sens que les expressions « trahison à la patrie » ou « conspiration au service d'une puissance étrangère » ne sont pas dénuées de pertinence politique, et ce, même si leur grandiloquence est jugée ridicule voire écoeurante par la population.

14. Section des Intérêts Nords-Américains, dirigée entre 2003 et 2005 par James Cason.

### ***La mafia terrorista de Miami, la dictadura mundial neofacista y el pueblo cubano como víctima***

Enfin, les temps longs de cette Histoire façonnée par l'appareil de propagande castriste se cristallisent au cœur de toutes les attaques portées ponctuellement contre le gouvernement américain. Les mêmes interprétations, les mêmes projections, viennent se rétracter dans la déclinaison actuelle de la campagne contre l'*empire*.

L'année 2002 a été baptisée<sup>15</sup> « Année des Héros Prisonniers de l'Empire », en hommage à cinq espions cubains du réseau Avispa jugés puis emprisonnés aux États-Unis. Infiltrés dans les milieux anti-castristes de Floride, leur mission aurait été de déjouer les projets terroristes de la « mafia terroriste de Miami » afin de protéger la *patrie* et de servir sa cause. Depuis l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche, Fidel Castro dénonce les velléités plus que jamais impériales d'une administration composée de républicains d'extrême droite. Utilisant la guerre contre le terrorisme comme prétexte, « le gouvernement hitléro-fasciste » des États-Unis aurait perpétré « un génocide » contre le peuple afghan, avant de poursuivre son dessein d'instaurer une « dictature mondiale » qui assurerait sa domination. Après « l'extermination des enfants irakiens » et la fin de la guerre unilatérale, le líder Máximo avertit le monde sur les dangers réels de la « politique nazi du petit Bush et autre Sharon ». En référence au Congrès pour la Défense de la Culture célébré sous les bombes en Espagne en 1937, l'Union des Écrivains et Artistes Cubains (UNEAC) a créé un front antifasciste.

Sédimentés dans l'expérience sociale révolutionnaire, les temps longs de l'histoire de Cuba sous tendent le sens donné aux événements actuels. Les délits commis par les *mercenaires* ne peuvent plus être considérés dans le détail quand seule importe la position de victime du peuple cubain. Aux yeux d'une grande majorité de la population, « les gens des droits de l'Homme » ne faisaient peut-être que revendiquer au nom de tous les espaces de liberté que le gouvernement refuse d'accorder, tout comme ils informaient le monde sur les réalités de la vie quotidienne sous la Révolution. Mais les enjeux posés par Fidel Castro sont majeurs, et celui-ci n'a jamais cessé d'affirmer que l'indépendance nationale et les droits donnés à *tous* les citoyens avaient un prix. La propagande a donc là aussi réussi à semer la confusion quant à la portée exacte du mouvement dissident, à mesure qu'elle a tout ramené à l'existence de deux forces antagoniques : l'impérialisme qui agresse et menace de semer le chaos, et le peuple résistant qui veut défendre ce qu'il a conquis de haute lutte.

15. À Cuba, chaque année porte un nom, généralement attribué par Fidel Castro. 2003 est par exemple l'« année des glorieux anniversaires de Martí et de la Moncada ».

### ***La perte du sens des actes et des mots***

L'entreprise de confusion qui a pour ainsi dire réussi à faire de la vague répressive un non-événement comporte d'ailleurs bien d'autres facettes. Tout d'abord, l'arrestation des *mercenaires* vient donner un aspect concret à la recrudescence des tensions dont il est fait état depuis des mois. L'intensification de la propagande vient trouver une justification logique : la société pressentait que « quelque chose se préparait », et des événements semblables étaient attendus. C'est donc plutôt leur inexistence qui aurait été reçue dans l'incongruité. Ensuite, c'est bien dans les temps longs de l'expérience révolutionnaire que s'enracine la perte du sens des actes et des mots : on cohabite depuis près de 45 ans avec « *le traître* », « *l'apatride* », « *le conspirateur* », « *le ver de terre - gusano* ». Ces personnages reviennent avec une telle récurrence qu'ils n'ont plus ni visage, ni caractéristiques propres. Ces qualifications sont certes réservées à ceux qui ont déserté le pays, qui se sont opposés politiquement à la Révolution ou ont souhaité son renversement. Mais comme la propagande a justement tout ramené à un seul enjeu, la défense de l'édifice menacé, toute infraction aux lois ouvre une brèche dans laquelle l'ennemi peut s'engouffrer. Tout ceci, ajouté aux perpétuels revirements de la ligne politique, et donc de la liste de ce qui était permis et ne l'était pas, fait que le recours à l'anathème a concerné aussi bien le trafiquant, le revendeur au marché noir, le détenteur de dollars, le fan des *Beatles*, l'homosexuel, le paresseux, voire le joueur d'échec ou de dominos, s'il pariait de l'argent... En quoi ces *mercenaires*, *traîtres à la patrie* sont-ils différents de tous ceux qui ont été affublés des mêmes sobriquets sans qu'on se rappelle précisément sous quel motif ? Plus encore, dans quelle mesure l'emploi de termes comme « *mercenaires* » ou « *terroristes* » pour qualifier des opposants pacifistes est-il reçu dans l'émoi par une population qui s'est depuis longtemps accoutumée de l'usage sans retenue des mots « *nazi* », « *fasciste* » ou « *génocide* » ? Enfin, tout le monde, à une échelle ou à une autre, *lutte* dans l'adversité, et supporte finalement mal que l'insistance sur la souffrance d'un autre éclipse ou délégitime la sienne.

### **POURQUOI LA RÉPRESSION ?**

La répression qui a frappé le mouvement dissident a constitué un événement secondaire, dépouillé de son enjeu et de sa signification de par les différentes re-formulations dont il a été l'objet. La population depuis longtemps lassée de « la politique » a d'ailleurs suivi ce nouvel épisode d'une oreille d'autant plus distraite et résignée qu'elle est tout entière absorbée par la *lutte*.

### ***L'entrée en politique de la dissidence***

Le mouvement des Droits de l'homme et de la dissidence pacifique a connu ses balbutiements dans les années 70 et 80, avant de

prendre son essor dans les années 90 à la faveur de la chute du Mur de Berlin, de la crise économique et des contradictions politiques nées de la *période spéciale*. Dans un livre écrit en 1994<sup>16</sup>, Ariel Hidalgo définissait les « dissidents » – « ceux qui privilégiaient la voie pacifique en utilisant la propre légalité du système, à travers un plébiscite ou un dialogue national qui n'exclurait pas les représentants du gouvernement » – par opposition aux acteurs armés déterminés à abattre le régime castriste par la force. Il ajoutait que « les castristes » les considéraient comme des « contre-révolutionnaires » labellisés « Droits de l'homme », et que « beaucoup d'anti-castristes exilés », les voyaient comme des « castristes camouflés ». Les premiers prisonniers politiques, parqués à l'abri des regards et dans des conditions inhumaines à l'intérieur du *Presidio Modelo* (le pénitencier de l'île de la Jeunesse), avaient pour seul espoir de réussir à informer le monde extérieur de leur situation, pour éventuellement bénéficier par la suite d'une mobilisation en leur faveur de l'opinion publique internationale et des gouvernements étrangers. La formation du premier noyau de militants issus de la « Microfacción »<sup>17</sup> participait du même combat : Ricardo Bofill et Marta Frayde créent en 1976 le Comité Cubano Pro Derechos Humanos, et Ariel Hidalgo se souvient avoir co-signé pour la première fois avec Bofill en 1983 une dénonciation envoyée depuis le *Combinado del Este* au nom du CCPDH<sup>18</sup>. En février 1984, sont créés à l'intérieur du *Combinado* l'Association dissidente d'Artistes et d'Écrivains cubains et le Collectif d'Autodéfense des Religieux persécutés (Junta de Autodefensa de Religiosos Perseguidos). « Pour la première fois, se souvient Hidalgo, ils nous incitèrent à percevoir la possibilité de miner la structure totalitaire grâce à des associations de base qui gagneraient du terrain petit à petit dans la population, sous le parapluie protecteur des pressions internationales. Ceci signifierait un pas au-delà de la conception d'une simple autodéfense sociale, un front commun... »<sup>19</sup>. Or, en octobre 1987, l'intellectuel dissident Elizardo Sánchez Santacruz, qui s'était intégré au CCPDH, est exclu du mouvement, à la fois accusé de délation et réprouvé pour sa nouvelle thèse : « la réconciliation nationale ». Il fonde alors la Commission des Droits de l'homme et pour la Réconciliation nationale alors que le 20 juin 1988 est créé le Parti pour les Droits de l'homme à Cuba, sous la présidence de Bofill. Par ailleurs, les vives tensions entre la hiérarchie ecclésiastique et les

16. Ariel Hidalgo, *Disidencia ¿Segunda Revolución Cubana?*, Ediciones Universal, Miami, 1994, p. 319. Après avoir fondé avec d'autres prisonniers le Comité Cubano Pro Derechos Humanos, Ariel Hidalgo sort du *Combinado del Este* en 1988 et est immédiatement envoyé en exil à Miami.

17. En 1968, la plupart des membres du Parti communiste issus de l'ancien parti communiste, Partido Socialista Popular (PSP), sont evincés et envoyés en prison pour « diversionnisme ». Dans son rapport « La situation des Droits de l'homme à Cuba », envoyé en 1983 au secrétaire général des Nations Unies, Bofill définit la « Microfacción » comme « un mouvement de penseurs dissidents ».

18. Ariel Hidalgo, Op cit, p. 63.

19. Ibid, p. 71.

courants laïcs au sortir de l'Encuentro Nacional Eclesial Cubano (ENEC) de février 1986, ont débouché sur la constitution de la Peña del Pensamiento Cubano, depuis laquelle surgit le Mouvement chrétien libération d'Oswaldo Payá en 1989. Lors de la visite de la Commission d'enquête de l'ONU sur la situation des Droits de l'homme, le CCPDH et Payá, entre autres, parviennent à remettre des rapports aux enquêteurs, ce qui permettra pour la première fois en 1991 la condamnation de Cuba à la Commission de Genève. Dans toute l'île se forment des groupuscules – cercles, partis, syndicats, assemblées, directoires, commissions – déterminés à combattre le régime en organisant des manifestations, des réunions, des campagnes d'information, en émettant des déclarations ou en envoyant des lettres aux autorités. Mais parallèlement à cette prolifération se renforce la ligne de division entre les partisans d'un dialogue inconditionnel avec les autorités, et ceux qui refusent toute participation du gouvernement dans un processus de changement. L'imaginaire de l'intrigue ressort fréquemment, par exemple lorsque Gustavo Arcos, devenu après le départ de Bofill pour l'exil, Secrétaire Général du Comité Cubain pour les Droits de l'homme, appelle à un dialogue inconditionnel entre tous les Cubains, et affirme que les « côtés positifs » de la Révolution doivent être sauvegardés. Arcos met en garde contre « l'aube d'une tragédie », et ses proches implorèrent le dialogue pour « éviter le chaos social à Cuba, avec ses probables séquelles de sang et de famine »<sup>20</sup>. Armando Valladares, ambassadeur des États-Unis à la Commission des Droits de l'homme à l'ONU, accuse Arcos de trahison, retire son appui à l'opposition interne, et invoque « un plan auquel ne sont pas étrangers certains dirigeants socialistes internationaux » pour « garantir au dictateur sa permanence au pouvoir ».

Au cours des années 90, l'exil reconnaît petit à petit le rôle prééminent revenant à la dissidence intérieure dans la recherche d'une transition à la démocratie, et la thèse de la réconciliation finit par rassembler la majorité des opposants de part et d'autre du détroit de Floride. En outre, l'Église catholique, relayée par le Vatican, agit non seulement à travers ses évêchés et ses archevêchés (lettres, déclarations) mais aussi indirectement à travers une importante quantité de groupuscules laïcs. Plus encore, le message chrétien imprègne la rhétorique dissidente dans son ensemble. Avant la vague répressive du printemps 2003, Oswaldo Payá et le Mouvement chrétien libération jouaient un rôle prépondérant au sein de la dissidence. Payá avait dès juillet 1992 remis un projet de transition à la démocratie de 46 pages à l'Assemblée Nationale du pouvoir populaire, réclamant en vertu de l'article 62 de la Constitution en vigueur, qu'il soit soumis à un référendum populaire. Presque toute l'opposi-

20. Déclaration du 15 juillet 1991 de la Concertation pro-changement pacifique, regroupant Yndamiro Restano pour le Mouvement Armonie, Juan Betancourt pour le Parti pro-droits de l'homme, Luis Alberto Pita pour l'Association de défense des droits politiques, et José Luis Pujol pour le Projet ouverture de l'île.

tion a aujourd'hui trouvé un terrain d'entente en jouant la stratégie du consensuel *Projet Varela*. Le régime castriste, soucieux de pouvoir se prévaloir d'avoir su garantir l'État de droit, a toujours mis un point d'honneur à faire du droit positif le fondement et l'étalon de sa justice : la police et les tribunaux motivent et justifient chacune de leurs actions dans le cadre de la loi. Fort de cette dimension normative, le *Projet Varela* propose un changement dans le respect de la loi : l'article 88 de la constitution stipule que « l'initiative des lois revient (..) aux citoyens » si une proposition « d'au moins dix mille » d'entre eux « jouissant de la condition d'électeurs » est présentée devant l'Assemblée Nationale du pouvoir populaire. Le projet ne propose pas de modifier la constitution mais de faire en sorte que les lois en respectent l'esprit et garantissent les droits qu'elle proclame. À ce titre, il réclame la tenue d'un référendum autour de 5 propositions : établir la liberté d'association, d'expression et de la presse, amnistier les prisonniers politiques, créer le droit à former des entreprises privées, déterminer des circonscriptions électorales distinctes (municipales, provinciales et nationales) élisant pour chacune des assemblées correspondantes des candidats nommés uniquement sur la base des signatures de soutien récoltées auprès des électeurs de la circonscription, et enfin organiser des élections générales 270 à 365 jours après le référendum. La visite de James Carter à Cuba en mai 2002 avait révélé au monde l'existence du projet Varela, remis un an auparavant à l'Assemblée Nationale du pouvoir populaire, appuyé par 11 020 signatures. Dès juin, Fidel Castro avait organisé une réforme de la constitution, « émanant » de l'Assemblée Nationale du pouvoir populaire et proclamant le caractère socialiste « irrévocable » de l'État. Adoptée à l'unanimité par les députés au cours d'un vote oral individuel, et par près de 9 millions de citoyens appelés à apposer leurs noms, prénoms et numéros de carnet d'identité sur le registre du Comité de défense de la Révolution auquel ils appartiennent, cette réforme est venue tacitement balayer la légitimité d'un référendum. Partout dans l'île, le projet a cependant continué de récolter des signatures<sup>21</sup> et Oswaldo Payá a reçu du Parlement européen en novembre 2002 le prix Sakharov des Droits de l'homme. Or, plus de la moitié des opposants arrêtés en mars 2003 sont des promoteurs du *Projet Varela*, ce qui laisse supposer que les autorités cubaines ont perçu celui-ci comme une menace réelle.

### ***Harcèlement, discrédit et endiguement des dissidents***

Ces arrestations n'ont pourtant constitué que le point d'orgue d'une répression qui ne fait pas de l'incarcération ou de l'internement sa méthode exclusive. « La » vague répressive de mars 2003 n'est d'ailleurs pas la première, et diffère seulement de celles de septembre

21. Oswaldo Payá, promoteur du *Projet Varela*, affirmait après la vague d'arrestations que le nombre de signatures atteignait 40 000, sans qu'il soit possible de vérifier ce chiffre.

1988, avril et août 1989, octobre 1991, décembre 1992, août 1994 etc. par son ampleur. Les dissidents sont soumis depuis leur « naissance » à un harcèlement continu et multiforme qui handicape considérablement la propagation du mouvement. Les agents de la Sécurité de l'État menacent perpétuellement de représailles diverses, y compris sur des tierces personnes, ceux qui participent à des actes d'opposition ou se réunissent pour échanger des idées « déviantes ». Les uns et les autres sont alternativement arrêtés, interrogés, relâchés, intimidés... La répression s'abat de la façon la plus arbitraire, en ce sens qu'aucun précédent ni aucune règle ne se sont signalées de manière à anticiper la réaction des autorités. Rien ne permet de savoir si elles agiront ou si elles feindront le laisser-faire ou l'indifférence. La sécurité de l'État a ainsi affaibli la détermination, la lucidité et l'efficacité des opposants en minant par la peur et l'incertitude chaque ressort de leur action et chaque recoin de leur univers. Dans la même perspective, les rangs de la dissidence sont depuis l'origine, et à l'image des derniers événements<sup>22</sup>, infiltrés par des agents de Fidel Castro. Semant le trouble et la confusion, ils tentent sournoisement de neutraliser le mouvement de l'intérieur, en multipliant les points de conflit et en fournissant aux autorités les informations permettant d'endiguer les groupes et les actes d'opposition. Les emprisonnements, la peur et la « découverte » des agents infiltrés ont eu raison de la majorité des dissidents, finalement poussés par le découragement à accepter les possibilités qui leur étaient offertes de quitter le pays.

L'essentiel du travail de sape effectué par la Sécurité de l'État a d'ailleurs été d'endiguer les dissidents au sein même de la société révolutionnaire. L'existence du *Projet Varela* ou des « journalistes indépendants » n'a été connue de l'écrasante majorité de la population qu'à l'occasion de la vague répressive et des explications données par le ministre des Affaires Étrangères et par Fidel Castro en personne. Les autorités étant parfaitement informées des actions des oppo-

22. Dans la semaine du 7 au 13 avril 2003, une série d'articles intitulée « les vrais visages de la patrie » – est consacrée aux agents de la sécurité de l'État infiltrés dans les rangs de la dissidence. Le style exalte l'émotion ressentie par les familles et les voisins, découvrant que ces individus qu'ils avaient toujours pris pour des traîtres, étaient en fait des héros au service de la Révolution. Si plus personne n'est dupe du mélodrame révolutionnaire et de son cortège d'émotions et de larmes, l'imaginaire collectif vient de vivre un nouvel épisode du film d'espionnage à grand spectacle dans lequel il est plongé depuis 1959. On vient d'assister à l'épilogue d'une farce ou d'une pièce de théâtre, au cours duquel l'esprit picaresque et manipulateur a triomphé jusqu'à la caricature : le journaliste octogénaire Nestor Bager travaille en réalité pour la sécurité de l'État depuis 1960, Manuel David Orrio, principal organisateur du « séminaire d'éthique journalistique » tenu dans la résidence privée de James Cason le 14 mars est en fait l'agent Miguel, la principale collaboratrice et secrétaire personnelle de Martha Beatriz Roque Cabello, Aleida Godínez Soler, est aussi l'agent Vilma. La duplicité insoupçonnée de ceux qui s'étaient glissés « dans la peau des mercenaires », les détails sur les modalités de leur recrutement par les dissidents et par la sécurité de l'État, ainsi que le modus operandi de cette dernière, ont porté l'excitation à son comble.

sants, toute réunion est surveillée de près par des agents camouflés déployés dans les rues adjacentes, empêchant le cas échéant la formation d'un « événement » qui retiendrait l'attention du voisinage. Si une manifestation ou un acte public sont prévus, ce sont les Brigades de réponse rapide qui sont mobilisées : sous l'apparence de simples citoyens, ils répriment opportunément et au nom du peuple toute mobilisation contre-révolutionnaire. Les passants ne perçoivent alors guère les tenants et les aboutissants du tumulte. À la fin des années 80 et au début des années 90, le gouvernement organisait même régulièrement des « actes de répudiation » contre les principaux dissidents (Sánchez, Arcos, Bofill, Cruz Varela etc.), mobilisant des foules considérables devant leurs domiciles.

La communication entre les dissidents et le reste de la population ne s'établit pas, et plus encore lorsque cette dernière a depuis longtemps placé la répression au cœur du contexte normatif quotidien. Occupés à résoudre leurs difficultés, les individus se gardent de « se marquer » auprès du CDR, des voisins et des autorités, pour ne pas s'attirer des problèmes politiques synonymes d'entrave à la lutte. Il n'est pas rare, afin d'éviter toute confusion dans l'esprit des *chivato*-nes<sup>23</sup>, qu'on évite le contact avec celui qui est connu dans le quartier comme étant un « dissident ». L'endigement des opposants est ainsi prolongé par le contrôle qu'exercent sur eux-mêmes les citoyens, tout autant que la dimension de « l'intrigue » joue là encore pleinement son rôle de référent. L'obsession du contrôle et du renseignement pourrait bien amener les autorités à créer de toutes pièces « la dissidence ». Le « revirement » d'agents de la sécurité de l'État l'aurait maintes fois suggéré par le passé, entretenant la confusion autour de ces opposants déjà décrédibilisés par l'attrait de certains d'entre eux pour le visa d'entrée aux États-Unis. La population a du mal à prêter une oreille attentive à ces individus dont elle pense finalement ignorer le véritable dessein, voire la véritable identité.

### ***Les limites du message dissident***

Enfin, dans quelle mesure le « message » dissident peut-il rencontrer un écho important auprès de la population, au-delà d'un tra-

23. Dans l'univers révolutionnaire, où tous violent la légalité socialiste, le personnage le plus craint est le *chivato* (le mouchard) dont le visage se dérobe toujours aux regards. Son identité et ses motivations font l'objet des spéculations les plus complexes tout autant que sa présence insaisissable constitue la référence sans cesse à l'esprit qui définit les limites auxquelles sont soumises les pratiques de lutte et la liberté de parole. L'anonymat du *chivatón*, qui oblige à un semblant de normalisation, de régulation et d'autocontrôle des comportements, apparaît dans toute sa symbolique à travers l'expression « gallo tapado ». Celui-ci ne saurait à première vue se voir soupçonner de donner la langue ou d'appartenir aux organes de vigilance. Le « coq caché » se dissimule et excelle dans sa spécialité, comme l'illustre l'emploi de l'expression lorsqu'elle s'applique au jeu - combat de coqs, cartes, dominos, paris... Le « gallo tapado » feint d'être un novice ou un joueur médiocre pour encourager des adversaires alors tentés par l'appât du gain à miser des sommes démesurées ou à abaisser leur niveau de jeu.

vail d'information et de dénonciation, autour des abus du pouvoir castriste et de la manipulation de l'actualité et de l'Histoire ? Les groupes d'inspiration chrétienne et la dissidence organisée autour de la thématique des Droits de l'homme sont deux entités distinctes mais dont l'interpénétration n'est pas sans incidence. La hiérarchie catholique a longtemps choisi la conciliation avec le régime, à l'image de Monseigneur Carlos Manuel de Céspedes ou de l'envoyé du Vatican dans les années 60 et 70, Monseigneur Zacchi. Le communiqué de la Conférence épiscopale de 1969, après de longues années de silence, condamne l'embargo américain sans faire mention des innombrables violations des Droits de l'homme commises par le régime. De la même manière, le communiqué final de l'Encuentro Nacional Ecclesial Cubano (1986) revient sur l'attitude conciliante de l'Église face à l'esclavagisme, puis reconnaît un certain nombre de mérites au gouvernement dans sa lutte pour la justice et l'égalité, encore une fois sans formuler de critique à l'égard du régime. La « base » en ressentira une certaine amertume – les voix dissidentes et pourtant très modérées, parmi lesquelles déjà celle d'Oswaldo Payá, ont été ignorées – tout autant que l'autorité morale de l'Église s'en trouvera entachée. Ce n'est que depuis le début des années 90 que les lettres et les pastorales se sont faites plus virulentes, tout en priant les croyants de bien distinguer religion et politique. Longtemps, le « discours dissident » a de son côté principalement pointé le doigt sur tous les petits renoncements, toutes les petites compromissions et toute la propension des uns et des autres à jouer le jeu du régime, pour retirer des avantages en fin de compte infimes. Bien souvent emprunt d'une « tonalité chrétienne », il a dénoncé la perte des principes et des valeurs morales, la dislocation de la famille et l'abandon de soi dans la luxure (relations sexuelles et alcoolisme compulsifs). La lâcheté au quotidien et la dégradation de l'homme seraient à cet égard tout à la fois le fruit du totalitarisme et l'origine renouvelée de son pouvoir. Le « discours dissident » vise de cette façon à interpeller la *conscience* des citoyens en mettant l'accent sur leur part de responsabilité dans le maintien au pouvoir d'un régime qui n'est par là-même pas inébranlable. Mais quelle est la pertinence politique d'un tel discours, quand il n'est guère éloigné sur la forme de la propagande castriste ? Celle-ci répète en effet depuis 45 ans à la population qu'elle doit se sacrifier, amender son comportement et penser au poids de ses manquements aux normes dans les préjudices subis par la société dans son ensemble. Le sentiment de culpabilité et la faible estime de soi étant inhérents à l'expérience révolutionnaire, comment, même si les arguments des dissidents sont d'une grande justesse, un discours qui lui aussi adresse des reproches, renvoie une image négative de soi-même et enferme l'individu dans sa culpabilité, peut-il alors susciter autre chose que le rejet, l'irritation ou le scepticisme ? L'attrait représenté par l'Église catholique masque d'ailleurs la portée limitée de son message, liée à son faible ancrage historique dans la société cubaine. L'Église y a représenté avant tout

la caution morale des *conquistadores* et de l'esclavage, et l'aura dont elle jouit s'inscrit indépendamment de ses valeurs dans son statut symbolique d'alternative à l'idéologie révolutionnaire, statut notamment alimenté par la répression qui a frappé les religieux sous la révolution. Aussi, malgré la présence répandue chez les Cubains des autocollants distribués à l'occasion de la visite du pape en janvier 98, représentant Jean Paul II en « messager de la vérité et de l'espoir », le choix d'un « langage dissident » aux « accents chrétiens » semble peu adéquat. Le champ lexical de « la réconciliation » et de « la maturité civique » accroche de façon peu évidente un système de référents sociaux, politiques et historiques marqués par « la lutte » et « la défense » face aux « conspirations » des « puissants ». La violence est restée dans la mémoire nationale comme le moyen privilégié pour parvenir à la démocratie et à la justice sociale, au détriment des moyens légaux et de l'institutionnalisation des conflits. Les dissidents proposent de rompre avec cette tradition intolérante de lutte à mort, de triomphe et de destruction, laissant cependant de côté l'origine même du choix historique de la violence. L'absence de crédibilité et de légitimité du débat démocratique, des représentants chargés de l'exercer et des institutions censées l'encadrer, s'enracine directement à Cuba dans l'invalidité historique d'un tel système en tant que garant de l'intérêt général et de la transparence de la sphère publique. La défiance reste vive vis-à-vis d'un régime parlementaire jugé naturellement trop enclin à favoriser « le détournement des aspirations populaires », les « manigances » et la « corruption ». Plus encore, le sentiment d'impuissance face au pouvoir absolu de l'élite castriste et à la continuité immuable du régime a détourné de « la politique » l'écrasante majorité des citoyens, pour qui cette vaine activité ne fait que rappeler le malheur et l'asservissement du peuple cubain à celui qui l'exerce. La rupture avec « la logique de la victime » dans laquelle Fidel Castro a enfermé la société implique un point de rencontre avec « la logique de la réconciliation », et non une simple substitution de la première par la seconde. Or, même si c'est là ce que semblent reconnaître les « promoteurs » du Projet Varela, en écrivant que « la réconciliation ne doit pas être décrétée », ou encore que « le pluralisme ne s'impose pas par décret », l'autre grande limite du discours dissident provient du fait qu'il ne parvient pas non plus, tout en parlant le langage des Droits de l'homme et du pluralisme, à se départir du holisme sur lequel s'est appuyé Fidel Castro pour asseoir son projet totalitaire.

En effet, les différents groupes dissidents rendent le même culte à la figure du héros ou du martyr, perpétuent à leur manière le même mythe tragique et grandiloquent de la *Patrie*, et partagent à cet égard le même imaginaire politique que celui du régime castriste. Dans un article diffusé en septembre 2004 par Cubanet, intitulé « José Martí, prédestiné de la douleur », le journaliste indépendant Francisco Herrera du groupe Cubanacán Press écrit par exemple : « À seule-

ment dix-huit ans, Martí ressent son devoir impératif de souffrir pour la Patrie », puis cite, admiratif, une phrase du grand homme : « Souffrir est plus que jouir : c'est vivre véritablement ». Or là encore, les Cubains demeurent indifférents à cette phraséologie, dont la grandiloquence n'a rien à envier au discours officiel. Aspirant au « bonheur privé » et à la consommation, ils ne perçoivent guère de quelle manière une telle mystique pourrait porter atteinte à l'édifice castriste. En outre cet appel à l'héroïsme est englobé dans le discours de la « réconciliation », ce qui rend ambivalent le message dissident. Il faut à cet égard se rappeler que les premiers appels à la « réconciliation » lancés par les « figures de la dissidence », étaient présentés comme une prise de conscience face à un danger imminent : la mise en place d'affrontements violents susceptibles de dégénérer en « tragédie cubaine ». En ce sens, le discours dissident ne s'éloigne guère d'un fantasme de l'homogénéité ancré au cœur de la culture politique cubaine. D'une part, l'action politique ou le combat pour la liberté ne peuvent être entrepris qu'au nom et au bénéfice de l'un, du tout social, des entités fictives que sont la Nation ou la Patrie. De cette manière, le sens et la reconnaissance accordés à l'action politique individuelle se trouvent cantonnés au sacrifice désintéressé, à la geste héroïque, au suicide dans l'honneur, c'est-à-dire au statut de martyr ou à celui de sauveur. D'autre part, les conflits qui traversent le social et en font un lieu de division ont souvent été interprétés comme une menace conduisant au chaos. Certes, Fidel Castro a clairement laissé entendre, à plusieurs reprises, que la destruction de l'île serait préférable à « la défaite de la révolution », et les opposants à son régime se comportent de façon responsable en essayant d'éviter un bain de sang. Mais comment discerner, dans la posture de la « réconciliation », la part revenant à la sagesse politique, et celle traduisant, et serait-on tenté de dire, « trahissant » la vision d'un futur régime politique limité au mieux à une « démocratie de consensus » ?

En 1895, la mort de José Martí au combat avait tout d'une immolation, en 1951, le suicide en direct, lors d'une émission de radio, du candidat du parti Orthodoxe à l'élection présidentielle de 1952, Eduardo Chibás, était un appel au civisme, et les caudillos qui ont émergé pendant et après les guerres d'indépendance se voyaient comme les instruments de la providence. À l'heure actuelle, certaines figures de la dissidence semblent convaincues de leur rôle providentiel, ce qui les dispenserait parfois de rendre des comptes à leurs troupes. Eloy Gutiérrez Menoyo, opposant en exil à Miami depuis près de 20 ans, arrêté en 1960 et prisonnier politique du régime castriste jusqu'au début des années 80, a par exemple décidé lors d'une visite familiale au cours de l'été 2003, de rester à Cuba pour entamer un dialogue avec le régime. Dans une lettre envoyée à sa femme depuis la prison, diffusée par Cubanet en mai 2004, Manuel Vázquez Portal écrivait pour sa part que « le destin de (son) pays, de (son) peuple, (lui) était devenu une obsession » et se représentait « (son) âme »

telle celle d'un « charretier embourbé piquant le derrière (« aguijoneando ») de ses bœufs ». Que dire par ailleurs de certaines propositions incluses dans le « dialogue national » lancé au début de l'année par Oswaldo Payá et le Movimiento Cristiano Liberación, comme la création d'une « commission de retrouvaille nationale pour coordonner la rencontre désirée de l'exil avec les Cubains qui vivons dans l'île » ? De la même manière que Fidel Castro et les révolutionnaires « guident » et « conduisent le peuple », cette proposition ou les expressions de Vázquez Portal suggèrent que le social « livré à lui-même » n'est pas en mesure de s'organiser, de se gouverner, de fonder un régime juste. Aussi les rivalités entre formations dissidentes doivent-elles être entendues comme une prétention de chacune d'entre elles à incarner le Tout, à œuvrer légitimement à une homogénéisation. Varela, Luz y Caballero, Martí, pour n'en citer que quelques uns, ont toujours insisté sur l'union ou l'homogénéité nécessaires à l'accomplissement du destin national ou du projet indépendantiste, et pensé, avec à leur suite les intellectuels de la République, que la quête de ce destin devait être menée par une élite capable et éclairée. Fidel Castro a puisé là la sève de son régime totalitaire. Le projet dissident œuvre à un « retour du sens du possible »<sup>24</sup>, mais perpétue dans le même temps des pans de cet imaginaire et de cette culture politique, laissant planer le doute sur son esprit démocratique.

### ***Terreur et administration du pouvoir par l'arbitraire***

Les dissidents étaient-ils donc en mesure de mobiliser un mouvement d'opposition ? Certes, le *Projet Varela* a placé très en retrait le ton moralisateur et l'appel à l'héroïsme, axé son discours sur la soif de libertés de la population, et constitué l'entrée de la dissidence dans une dimension résolument stratégique et politique. Mais la brutalité radicale avec laquelle s'est abattue la répression est sans rapport avec la « percée » ou l'évolution du mouvement et la menace réelle qu'elles représentent. C'est que fondamentalement, la vague répressive du printemps 2003 n'a ni cause ni motif, pas plus que la terreur qui depuis 1959 a pu ça et là frapper sans discernement n'a eu besoin d'opposants pour s'exercer. La volonté révolutionnaire du leader, sa croyance en la possibilité de remodeler entièrement la réalité, mais aussi les contraintes pragmatiques qu'il accepte parfois de s'imposer, sous-tendent une mise en mouvement permanente des individus et des secteurs sociaux, et peuvent créer des situations de domination extrême. L'idéologie castriste fait du cheminement de l'indépendance et de l'égalité la nécessité historique incarnée en la personne du leader. Mais comme la logique de l'idée est d'une part soumise à une exégèse de Fidel Castro, et d'autre part sujette à des aléas, tout en restant un principe, il en ressort une ligne politique incertaine. Tous sont à cet égard susceptibles d'être victimes de la terreur, indépen-

24. Expression empruntée à Claude Lefort, *La Complication, Retour sur le Communisme*, Fayard, 1999, p. 242.

damment de leurs actions ou de leurs pensées, lesquelles, compte tenu de la mouvance de la ligne, ne se signalent plus que dans leur ambivalence. Plus encore, l'in vraisemblance des lois, l'irrationalité des normes de travail et de production, l'impossibilité de satisfaire à la lettre toutes les réglementations concernant le logement, les transports, les loisirs etc. l'insuffisance des revenus et des services « assurés par l'État », obligent à un viol systématique de la légalité socialiste. De cette façon, comme le signale Claude Lefort, en s'appuyant sur l'analyse de Gérard Duchêne, cette « conjonction de la loi et du pouvoir social » a pour conséquence de « convertir objectivement tout citoyen en coupable potentiel »<sup>25</sup>. Cet effacement de la frontière entre coupable et innocent, si typique du totalitarisme, transforme toute absence de répression en laisser-faire de la part des autorités. Les individus sont de cette façon soumis à une domination tout aussi totale que dans les années 60, restées dans la mémoire collective comme les plus terribles. À cela près qu'en laissant perdurer, sans d'ailleurs avoir d'autre choix, les écarts entre la légalité socialiste, la loi de l'idée, la loi du mouvement et les pratiques quotidiennes, chacun devient une cible potentielle de la répression, non plus sur l'instant mais dans la durée. L'inévitable manquement aux normes ne s'inscrit pas en référence à une terreur implacable, à tel point que personne ne sait réellement à quoi il s'expose. La pérennité des écarts permanents commis par tous est donc soumise à l'arbitraire : la sanction peut s'appliquer et la répression frappe tout le monde, mais sans que l'on puisse savoir à quel moment, dans quelle mesure et à l'encontre de quel groupe ou individu. Aussi la vague répressive du printemps 2003 est-elle avant tout l'expression de la nature du régime castriste, de son administration du pouvoir par l'arbitraire, plutôt qu'une reprise en main face au processus de « libération de la peur » qui d'après Oswaldo Payá caractérise la société cubaine d'aujourd'hui.

### LA LIBÉRATION DE LA PEUR : UN NOUVEAU CONTEXTE ?

« La libération de la peur » dont parle le promoteur du projet Varela, évoque semble-t-il un changement de contexte. Depuis une quinzaine d'années, les manifestations d'exaspération et les critiques tout azimut, jadis libérées à voix basse dans le confinement du foyer familial, envahissent les arrêts de bus, les magasins d'État, voire les réunions des CDR et les « assemblées compte-rendu »<sup>26</sup>. Dans le

25. Ibid, p. 238. cf. Gérard Duchêne, « L'officiel et le parallèle dans l'économie soviétique », *Libre*, n°7, 1980, pp. 151-188.

26 Les « asambleas de rendición de cuentas » réunissent chaque année le délégué du pouvoir populaire et les habitants de la circonscription municipale dans laquelle il a été élu. C'est l'occasion pour ces derniers de soumettre au délégué les problèmes qui restent en suspens, et d'exiger une solution. Depuis les premières assemblées en 1976, les problèmes soulevés et les promesses des délégués s'articulent autour des mêmes thèmes : la pénurie de transports, le délabrement des logements, l'état de la voirie, l'absence d'hygiène, l'insuffisance et la faible qualité des prestations assurées par les « entreprises du Pouvoir Populaire » (alimentation surtout) etc.

domaine des arts et de la culture, au niveau des choix vestimentaires et des modes de consommation, de vastes secteurs sociaux affichent un éclectisme qui leur aurait valu un lynchage social ou la prison, il y a tout juste 10 ans. L'augmentation des effectifs de la dissidence, difficile à évaluer d'ailleurs, s'inscrirait donc dans la même dynamique. Un contexte, cependant, est selon Daniel Pécaut la combinaison de « trois choses à la fois » : « un ensemble de circonstances qui favorisent ou pas la possibilité de certaines actions », « la combinaison de ces actions qui font apparaître de nouveaux lieux de tensions et d'instabilité » et « la rivalité entre les acteurs pour imposer un sens, lequel sera présent comme contexte »<sup>27</sup>.

### ***La conformité stratégique « para seguir pa'lante »***

La « peur » est ancrée au cœur des deux principes d'ordre immédiats qui permettent de maintenir une lisibilité sociale à partir de l'expérience individuelle de la vie collective. Fondamentalement, les individus et les groupes sociaux soutiennent la norme sans l'appliquer pour recevoir des avantages et « continuer de l'avant ». Loin de n'offrir aucune perspective, la société cubaine piège ses citoyens dans un espoir – « survivre », améliorer sa situation financière, quitter le pays – qui est consubstantiellement un frein à la critique de l'ordre castriste. La crise économique n'empêche pas l'engouement pour les emplois des secteurs « dollarisés » de l'économie, au premier rang desquels les corporations (sociétés au capital entièrement étranger ou en *joint venture* avec l'État cubain) et le tourisme. Les salaires y sont plus élevés et en partie payés en dollars, les avantages en nature plus importants et les arrangements internes plus lucratifs, autant que les commissions sur l'intermédiation entre les touristes et les agents de l'économie illégale sont multiples. Les emplois du secteur « monnaie nationale » peuvent aussi présenter d'intéressantes opportunités de vols, de détournements (matériaux de construction, industrie alimentaire...) tout autant que de maigres avantages sociaux ou faveurs bureaucratiques peuvent être obtenus grâce au « centre de travail » ou aux organisations de masse (des téléviseurs « Panda » à bas-prix ont par exemple été attribués tout au long de l'année 2002 aux plus méritants). Or, postuler pour un emploi, obtenir une licence autorisant l'activité « à son propre compte » ou solliciter les services de l'administration implique que la « qualité révolutionnaire » du candidat soit attestée par les rapports des organisations de masse. Au niveau du CDR (*Planilla de comprobación Cdr*), du centre de travail (*Expediente laboral*) ou du lieu de scolarisation (*Expediente acumulativo del escolar*), des responsables remplissent en effet des dossiers individuels concernant les « mérites » et « démérites » de chacun : assiduité aux « programmes de la révolution » (marches, défilés, tribunes ouvertes, travail volontaire, gardes, campagnes de prévention

27. Daniel Pécaut, *Crónica de dos décadas de política colombiana 1968-1988*, Siglo XXI Editores, Bogotá, Colombia, 1989, p. 29.

diverses, vote lors des élections), qualités morales (rapports avec les voisins, comportement sexuel, consommation de drogues ou d'alcool...), propos tenus à l'égard de la révolution et de ses dirigeants. Quant à la lettre d'invitation<sup>28</sup> pour un pays étranger, elle n'est avalisée par les autorités que si le candidat satisfait aux normes de comportement révolutionnaire. Enfin, une demande de visa auprès de la section des intérêts américains est conditionnée à l'attestation d'une présence familiale aux USA, d'une expérience professionnelle de 3 ans dans l'économie officielle cubaine et de l'absence d'antécédents judiciaires<sup>29</sup>.

Ensuite, si la généralisation du viol de la légalité socialiste a instauré une « normalité » aux différents niveaux de l'espace social, la peur et l'incertitude autour de l'application des sanctions prévues par la loi a défini un deuxième principe d'ordre. L'arbitraire de la répression doit pouvoir être réduit si l'on parvient à manipuler ses déficiences, et plus encore si l'on s'évertue à les contrebalancer en satisfaisant aux normes de comportement public et aux normes d'adhésion aux valeurs révolutionnaires. De cette manière, pense-t-on, le tacite laisser-faire peut se perpétuer tout autant que les sanctions seront adoucies en cas d'*explote* (problème avec la justice). Même si nul ne vit de son salaire ou de son activité officielle, et rares sont ceux qui adhèrent encore aux critères de mérite mis en exergue par les dirigeants, la fiction structurante est maintenue autour des rouages institutionnels de la société révolutionnaire. La « loi de dangerosité » stipule que les individus « paresseux » représentent un danger pour la Révolution et ne contribuent pas à la poursuite des buts de la société communiste. À ce titre, ils peuvent être internés dans des camps ou emprisonnés, et travailler ou étudier, même de façon factice, permet de se préserver.

Finalement, les lutteurs cherchent à racheter leur « péché » en renforçant perpétuellement leur capital politique. Ils répondent présent aux mobilisations organisées par les autorités et s'abstiennent de toute critique politique face à des interlocuteurs qui ne jouiraient pas de leur entière confiance. Plus exactement, ils dirigent leurs critiques contre certains fonctionnaires en particulier, contre l'éthique déficiente de leurs compatriotes, mais ne remettent jamais en cause le bien-fondé du processus révolutionnaire, la vision des dirigeants ou la nécessité absolue de défendre la patrie. Dans cette logique, l'utilisation fonctionnaliste des espaces publics par la population a fait de ceux-ci plus que jamais des espaces de concurrence à la conformité.

28. Un étranger peut inviter un ressortissant cubain dans son pays – sous réserve que son ambassade lui accorde un visa – et doit pour cela adresser une demande aux autorités cubaines et s'acquitter de frais divers, dont l'autorisation de sortie dite « carte blanche ».

29. Lors de l'entretien accordé au candidat par la SINA, seules les condamnations pour crimes de sang, viol, violences, trafic de drogues ou trafic de personnes sont réhabilités.

La « peur » est ainsi intégrée au cœur de la stratégie de la conformité, laquelle sous-tend elle-même l'espoir de mobilité sociale et géographique qui constitue l'une des logiques essentielles de l'expérience sociale de la période spéciale. Se « libérer de la peur » consisterait de cette façon à s'extraire d'un cercle vicieux mêlant inextricablement un fonctionnement social en situation de risque et de transgression, et un modèle d'ascension sociale sans alternative. Le chemin n'est à cet égard guère engagé.

### *¿mañana?*

Enfin, si « la libération de la peur » renvoie dans l'esprit de Payá à la foi en Jésus Christ, la métaphore acquiert tout son sens si l'on entend par « peur » « fiction révolutionnaire », « culture politique », « imaginaire politique », « fantasme de l'unanimité », « chaos social » ou « fin de l'Histoire ».

Dans la plus grande confusion, tous les droits dont les Cubains jouissent en théorie, toutes les valeurs de la société et tous les choix politiques qui doivent les garantir, ont été phagocytés par la version castriste de l'Histoire. En d'autres termes, les individus et les groupes éprouvent les plus grandes difficultés à distinguer entre Fidel Castro, la révolution, le socialisme, la Patrie, l'égalité, la justice, la sûreté... Remis aux autorités en 1997, le manifeste dissident « la Patrie appartient à tous » dénonçait d'ailleurs la confiscation de l'Histoire et de la Patrie, établissant une différenciation entre tous les éléments que Fidel Castro s'était appropriés, et montrant le chantage exercé sur une population à qui l'on a fait croire que son existence même était conditionnée à la sauvegarde de la révolution à travers l'obéissance absolue à ses dirigeants. Mais malgré l'écho de cette thématique auprès de la société, l'ordre castriste est tout aussi coercitif que rassurant, et l'inconnu lourd de menaces et d'interrogations.

Le naufrage du projet révolutionnaire, les « lésions anthropologiques <sup>30</sup> » laissées par 45 ans de régime castriste, la perception d'un chaos mondial depuis Cuba, ont favorisé un immobilisme politique duquel participent également les composantes autoritaires, hiérarchiques et anti-démocratiques de l'imaginaire politique et social. Les perspectives du futur et les enjeux d'un changement de régime ont été ainsi plongés dans l'opacité, car la réalité sociale à partir de laquelle pourrait surgir un projet nouveau est elle-même devenue graduellement un univers de confusion extrême et d'insécurité. Pour la population, la fin de la Barba<sup>31</sup> peut signifier la remise en cause de l'indépendance nationale par les États-Unis, ou le retour des exilés de

30. Formule empruntée à l'Archevêque Pedro Meurice, « Present and Future of the Church in Cuba », discours prononcé à l'Université de Georgetown, Washington D.C., 29 mai 1999.

31. Les Cubains font souvent référence à Fidel Castro en se frottant le menton avec le pouce et l'index ou en parlant de Barba : « la barbe ».

Miami, enclins à récupérer les biens qui leur ont été confisqués et à liquider les droits sociaux. Dans l'univers mental de la période révolutionnaire récente, chacun en est presque venu « instinctivement » à redouter qu'un ennemi protéiforme s'en prenne à la vie même du « peuple ». En outre, depuis la fin de la guerre froide, le régime a ajusté sa propagande autour du fossé entre riches et pauvres dans le monde, et particulièrement insisté sur les événements concernant les anciens pays communistes et l'Amérique Latine. Vastes circuits de corruption, main-mise de la mafia, effondrement économique et surtout pauvreté galopante, attribués à « l'apocalypse néo-libérale », sont systématiquement mis en relief. À tel point que pour les étrangers en visite ou résidant dans l'île, les conditions de possibilité d'une description du monde extérieur sont bornées par les thématiques de la propagande gouvernementale, ce qui ne fait qu'alimenter les contradictions, la confusion, et en fin de compte la certitude une fois de plus que la vérité se situe toujours dans les registres de l'intrigue et du mystère. Aussi les Cubains vivent-ils déjà la désillusion démocratique sans avoir vécu la démocratie. Celle-ci, se demande-t-on, a-t-elle autre chose à promettre, que la libération des forces du chaos qui auraient été contenues jusqu'à présent par le gouvernement révolutionnaire ? Dans cette période d'opacité rejaillit intensément la conception autoritaire que la société cubaine avait d'elle-même, tant les tensions raciales, niées pendant 45 ans, et les rancœurs inassouvis d'individus et de familles qui ont vécu au milieu des mouchardages aux auteurs incertains et préféré étouffer stratégiquement les conflits, nourrissent un phantasme du chaos. Les différents groupes sociaux se représentent la société cubaine comme une entité mal unifiée, menacée par les velléités hégémoniques dont ils s'accusent les uns les autres, inapte au civisme, et en tout cas livrée à l'impérieuse nécessité de s'en remettre aux hommes de bon sens, capables de circonscrire l'élan d'autodestruction de la Nation, pour imposer l'ordre et la concertation.

Moins que jamais la pluralité n'a de légitimité. De plus l'initiative individuelle en politique ne parvient à imposer le bien fondé de son statut, en s'affranchissant de la logique historique selon laquelle seul prime le salut du groupe et la vertu du collectif. Cette limite se manifeste dans l'impossibilité d'inventer une nouvelle fiction collective attachée à un idéal politique et des références renouvelés. Elle se traduit surtout dans l'abandon de toute recherche d'une solution collective face aux défis du présent, ce dont témoigne l'option individuelle, massive et univoque, de la *sortie*.

### ***L'attente***

D'une lutte pour alerter l'opinion mondiale au sujet des violations des Droits de l'homme commises à Cuba, l'opposition pacifique a réussi à créer une myriade d'associations, pour finalement œuvrer à la recherche d'une transition vers un régime démocratique. Au début

des années 60, l'opinion mondiale était peu disposée à écouter les témoignages qui ne corroboraient pas le mythe des barbus de la Sierra Maestra, descendus des montagnes pour offrir sa liberté à un peuple soumis à l'impérialisme américain. La vague répressive du printemps 2003 a parachevé la lente inversion de cette tendance, prédisposant l'opinion publique mondiale à accepter comme vrai tout récit apocalyptique en provenance de l'île. Cette nouvelle perception du régime cubain et de la dissidence peut-elle avoir une influence sur le contexte intérieur ? Les dissidents peuvent-ils parvenir à instaurer une nouvelle lecture du réel, articulée autour de la « libération de la peur » et de « l'agonie » du régime castriste ?

Le régime castriste, porté par la révolution démocratique, bénéficiait en 1959 d'un soutien social écrasant. Le virage communiste de 1961 avait instauré un mode d'intégration et un système de référents sociaux et politiques dont l'effectivité des normes et des valeurs faisait sens pour l'ensemble de la société, sans que celles-ci emportent nécessairement l'adhésion. Le régime castriste a pourtant dès cette période fait preuve d'une plasticité sans limites : des espaces de protestation inopérants et sans efficacité politique ont été aménagés, la sortie du territoire, tout en demeurant interdite en théorie, n'a jamais été rendue impossible, le système économique et financier, tout en restant irrationnel et en continuant de proclamer le dogme égalitariste, a absorbé des modifications de tout bord. Les soutiens extérieurs du gouvernement ont rassemblé au gré des époques, le Bloc de l'Est, les pays du Tiers Monde, l'Union Européenne et aujourd'hui le Venezuela, les régimes populistes d'Amérique Latine et le mouvement anti-mondialisation. La marge est devenue la norme, sans pour autant constituer une menace pour l'ordre public, et l'idéologie et la propagande se sont dilatées, redéployées, ramifiées au gré d'événements devenus de plus en plus impossibles à rendre cohérents. De la révolution triomphante de 1959 ne reste qu'un régime haï, au sein duquel la population épuisée a perdu tout repère de sens. Ce n'est d'ailleurs pas l'arrestation des dissidents qui permet au gouvernement révolutionnaire de se maintenir au pouvoir, mais bien sa domination extrêmement complexe sur la capacité même des individus à penser, analyser, critiquer et agir. Car dans son extraordinaire plasticité, ce dont bénéficie aujourd'hui avant tout le régime castriste, c'est d'une part de la permanence d'une culture et d'un imaginaire politique antidémocratique, et d'autre part de l'entreprise de confusion, de l'assombrissement des perspectives auxquels il a œuvré. Il contrôle, en définitive, un contexte qui résulte de son travail de destruction de l'individu, tout autant qu'il le perpétue : une attente résignée dont personne ne sait ce qu'il faut espérer.